

## PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation  
Bureau de l'Urbanisme et des Procédures Environnementales

40 rue du Bourg – B.P. 30512 – 55012 BAR-LE-DUC CEDEX – Téléphone 0 821 803 055 – Télécopie 03 29 79 55 31

Arrêté n° 2010-2357

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**  
**Silos de stockage de céréales exploités**  
**par la Société coopérative EMC2 à FRESNES-EN-WOEVRE**

Le Préfet de la Meuse,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du mérite

**VU** le code de l'environnement, titre 1<sup>er</sup> du livre V et notamment son article L. 514-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

**Vu** le décret du 3 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2010-1994 du 10 septembre 2010 accordant délégation de signature à M.François BEYRIES, sous-préfet de Verdun, dans le cadre de l'intérim de la fonction de Secrétaire Général,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 93-2893 du 29 décembre 1993 modifié autorisant la coopérative agricole EMC2 à exploiter un centre de stockage de céréales et de produits agricoles sur le territoire de la commune de FRESNES-EN-WOEVRE ;

**VU** les constats effectués par l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine lors de la visite de contrôle des installations de stockage de céréales exploitées par la société coopérative EMC2 à FRESNES-EN-WOEVRE, réalisée inopinément le 30 septembre 2010 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine du 29 octobre 2010 ;

**CONSIDERANT** que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé précise que l'exploitant de silos de stockage de céréales soumis à autorisation doit régulièrement débarrasser la poussière au niveau de ses installations ;

**CONSIDERANT** l'accumulation de poussières constatée par l'inspection des installations classées dans les installations de stockage de céréales exploitées par la société coopérative EMC2 FRESNES-EN-WOEVRE, y compris dans les zones accessibles à hauteur d'homme au sein des tours de travail et des galeries sur cellules ;

**CONSIDERANT** les dangers et inconvénients générés par le non respect des dispositions précitées pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

## ARRETE

### **Article 1<sup>er</sup> - Champ de la mise en demeure**

La société coopérative EMC2 est mise en demeure de respecter les dispositions prescrites à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, en procédant, sous 3 semaines à compter de la date de notification du présent arrêté, à un nettoyage complet des installations de stockage de céréales qu'elle est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de FRESNES-EN-WOEVRE.

### **Article 2 - Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

### **Article 3 - Recours**

La présente décision ne peut être déférée que devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **Articles d'exécution et d'information.**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,  
Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
L'Inspecteur des Installations Classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la Société EMC2 et dont une copie sera adressée pour information au Sous-Préfet de VERDUN et au maire de FRESNES EN WOEVRE.

BAR LE DUC, le 8 NOV. 2010  
Le PRÉFET

POUR COPIE CONFORME  
Le Chef de Bureau délégué

Marie-José GAND

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général par intérim,

François BEYRIES